

Brochure n° 3056

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1880. – NÉGOCE DE L'AMEUBLEMENT**

---

**ACCORD « SALAIRES » DU 18 FÉVRIER 2010**

NOR : ASET1050720M

IDCC : 1880

---

**PRÉAMBULE**

Les parties au présent accord de salaire entendent rappeler l'importance qu'elles attachent au principe d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, et plus particulièrement à celui d'égalité des rémunérations.

En conséquence, elles souhaitent que les entreprises, à partir du rapport prévu par l'article L. 2323-57 du code du travail, mettent en œuvre les mesures correctives nécessaires au besoin par la négociation d'un plan pour l'égalité professionnelle dans les conditions définies par les articles L. 1143-1 et suivants du code du travail.

Elles rappellent également aux entreprises que les différences de rémunération, si elles existent, doivent disparaître au plus tard le 31 décembre 2010, cela conformément aux dispositions des articles L. 2242-5 et suivants du code du travail.

**Article 1<sup>er</sup>**

Entre les parties signataires de la convention collective nationale du négoce de l'ameublement, il a été convenu de fixer la grille de salaires minima mensuels ci-après.

Cette grille de minima mensuels correspond à la durée légale du travail actuellement en vigueur.

(En euros.)

GROUPE	NIVEAU	SALAIRE MINIMUM MENSUEL (base 35 heures par semaine)
1	Niveau unique	1 355
2	1	1 364
	2	1 368
	3	1 373
3	1	1 385
	2	1 405
	3	1 430
4	1	1 470
	2	1 495
	3	1 515
5	1	1 585
	2	1 620
	3	1 705
6	1	1 810
	2	1 870
	3	1 930
7	1	2 080
	2	2 410
	3	2 595
8	1	2 750
	2	3 005
9	1	3 520
	2	3 890

## Article 2

Cette grille de salaires annule et remplace la grille signée le 1<sup>er</sup> octobre 2008. Elle s'applique à compter du premier jour du mois de la publication de l'arrêté d'extension.

## Article 3

Les parties signataires s'engagent à ouvrir les prochaines négociations salariales courant septembre 2010, en remettant une proposition.

#### **Article 4**

Le présent accord sera déposé au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris et auprès de la direction des relations du travail, conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et suivants du code du travail.

L'extension du présent accord sera demandée conformément aux dispositions des articles L. 2261-24 et L. 2261-26 du code du travail.

Fait à Paris, le 18 février 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

FNAEM.

**Syndicat de salariés :**

FS CFDT.